Art. 4. — La direction du sport est chargée d'élaborer et de mettre en œuvre la politique sportive. Elle élabore la politique d'équipement correspondant à ses attributions.

Art. 5. — La direction du tourisme est chargée d'élaborer et de mettre en œuvre la politique du tourisme au sens du décret du 22 novembre 1974, à l'exception des actions relatives au tourisme associatif.

Elle exerce le contrôle du centre d'information touristique et de l'association touristique à l'étranger.

Elle élabore la politique d'équipement correspondant à ses attributions.

Dans l'exercice de cette mission, elle dispose des services d'études et d'aménagement touristique de la direction de l'urbanisme et des paysages.

Art. 6. — La direction de l'administration assure la coordination administrative et financière des actions du ministère du temps libre. Elle prépare et contrôle l'exécution du budget. Elle met en œuvre la politique d'équipement du ministère. Elle gère le personnel.

Art. 7. — Le service de l'information assure les relations de l'administration centrale du ministère du temps libre avec la presse écrite et audiovisuelle.

Il anime et coordonne les actions d'information conduites par les services extérieurs.

Il assure la diffusion des documents préparés par les services du ministère du temps libre.

Art. 8. — Des arrêtés du ministre du temps libre préciseront l'organisation des directions.

Art. 9. — Le décret n° 78-977 du 27 septembre 1978 est abrogé.

Art. 10. — Le Premier ministre et le ministre du temps libre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 août 1981.

FRANÇOIS MITTERRAND.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
PIERRE MAUROY.

Le ministre du temps libre,
ANDRÉ HENRY.

Décret portant nomination du directeur du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre du temps libre,

Vu l'article 13 de la Constitution ;
Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires, et notamment son article 3 ;
Vu le décret n° 59-142 du 21 mars 1959 portant règlement d'administration publique et fixant les emplois supérieurs pour lesquels les nominations sont laissées à la décision du Gouvernement ;
Vu le décret n° 81-637 du 29 mai 1981 fixant les attributions du ministre du temps libre ;
Vu le décret du 23 juin 1981 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 81-791 du 18 août 1981 portant création au ministère du temps libre d'une direction du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature ;
Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — M. Clément (Robert-Yves), administrateur civil hors classe, est nommé directeur du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature du ministère du temps libre.

Art. 2. — Le Premier ministre et le ministre du temps libre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 août 1981.

FRANÇOIS MITTERRAND.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
PIERRE MAUROY.

Le ministre du temps libre,
ANDRÉ HENRY.

MINISTÈRE DES P. T. T.

Décret n° 81-793 du 18 août 1981 portant réaménagement des taxes des services postaux et financiers du régime intérieur

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances chargé du budget et du ministre des P.T.T.,

Vu le code des postes et télécommunications et notamment son article R. 56 ;

Vu le décret n° 70-1295 du 23 décembre 1970 portant réaménagement des taxes des services postaux et financiers du régime intérieur ;

Vu le décret n° 74-778 du 13 septembre 1974 portant réaménagement des taxes des services postaux et financiers du régime intérieur ;

Vu le décret n° 78-591 du 12 mai 1978 portant réaménagement des taxes des services postaux du département de Saint-Pierre et Miquelon,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les taxes indiquées ci-dessous s'appliquent :

1° A l'intérieur de la métropole, de la Guadeloupe, de la Réunion et dans leurs relations réciproques ;

2° Dans les relations réciproques de Saint-Pierre-et-Miquelon avec la métropole et les autres départements d'outre-mer ;

3° Au départ de la métropole, de la Guadeloupe, de la Réunion et de Saint-Pierre-et-Miquelon à destination de la collectivité territoriale de Mayotte et des territoires d'outre-mer ;

NATURE DES PRESTATIONS	TAXES
	Francs.
I. — Lettres.	
Jusqu'à 20 g.....	1,60
Au-dessus de 20 g et jusqu'à 50 g.....	2,90
Au-dessus de 50 g et jusqu'à 100 g.....	4
Au-dessus de 100 g et jusqu'à 250 g.....	8,50
Au-dessus de 250 g et jusqu'à 500 g.....	10,60
Au-dessus de 500 g et jusqu'à 1 000 g.....	14,20
Au-dessus de 1 000 g et jusqu'à 2 000 g.....	19
Au-dessus de 2 000 g et jusqu'à 3 000 g.....	23,40
Au-dessus de 3 000 g et jusqu'à 4 000 g.....	27,60
Au-dessus de 4 000 g et jusqu'à 5 000 g.....	31,40
II. — Plis non urgents.	
Jusqu'à 20 g.....	1,40
Au-dessus de 20 g et jusqu'à 50 g.....	2,60
Au-dessus de 50 g et jusqu'à 100 g.....	5,10
Au-dessus de 100 g et jusqu'à 250 g.....	7,50
Au-dessus de 250 g et jusqu'à 500 g.....	10,70
Au-dessus de 500 g et jusqu'à 1 000 g.....	15,50
Au-dessus de 1 000 g et jusqu'à 2 000 g.....	20,10
Au-dessus de 2 000 g et jusqu'à 3 000 g.....	24,10
Au-dessus de 3 000 g et jusqu'à 4 000 g.....	28
Au-dessus de 4 000 g et jusqu'à 5 000 g.....	28
III. — Cartes postales.	
1° Cartes postales simples.....	1,40
2° Cartes postales urgentes.....	1,60
IV. — Paquets-poste.	
A. — Relations intradépartementales :	
Envois de mesagerie en provenance et à destination de localités situées dans un même département.	
Jusqu'à 100 g.....	2,60
Au-dessus de 100 g et jusqu'à 250 g.....	5,10
Au-dessus de 250 g et jusqu'à 500 g.....	7,50
Au-dessus de 500 g et jusqu'à 1 000 g.....	10,70
Au-dessus de 1 000 g et jusqu'à 2 000 g.....	15,50
Au-dessus de 2 000 g et jusqu'à 3 000 g.....	20,10
Au-dessus de 3 000 g et jusqu'à 4 000 g.....	24,10
Au-dessus de 4 000 g et jusqu'à 5 000 g.....	28
B. — Relations interdépartementales :	
Jusqu'à 100 g.....	4
Au-dessus de 100 g et jusqu'à 250 g.....	8,50
Au-dessus de 250 g et jusqu'à 500 g.....	10,60
Au-dessus de 500 g et jusqu'à 1 000 g.....	14,20
Au-dessus de 1 000 g et jusqu'à 2 000 g.....	19
Au-dessus de 2 000 g et jusqu'à 3 000 g.....	23,40
Au-dessus de 3 000 g et jusqu'à 4 000 g.....	27,60
Au-dessus de 4 000 g et jusqu'à 5 000 g.....	31,40
V. — Paquets-poste urgents.	
Jusqu'à 100 g.....	4
Au-dessus de 100 g et jusqu'à 250 g.....	8,50
Au-dessus de 250 g et jusqu'à 500 g.....	10,60
Au-dessus de 500 g et jusqu'à 1 000 g.....	14,20
Au-dessus de 1 000 g et jusqu'à 2 000 g.....	19
Au-dessus de 2 000 g et jusqu'à 3 000 g.....	23,40
Au-dessus de 3 000 g et jusqu'à 4 000 g.....	27,60
Au-dessus de 4 000 g et jusqu'à 5 000 g.....	31,40
VI. — Envois à valeur déclarée.	
Taxes réservées de la taxe d'affranchissement ainsi que des droits spéciaux afférents aux formalités de recommandation, d'avis de réception, de distribution par porteur spécial, de réclamation et de remboursement.	
VII. — Imprimés électoraux.	
50 g ou fraction de 50 g.....	0,15
VIII. — Envois avec valeur déclarée.	
Taxes réservées de la taxe d'affranchissement ainsi que des droits spéciaux afférents aux formalités de recommandation, d'avis de réception, de distribution par porteur spécial, de réclamation et de remboursement.	
IX. — Emballages pour paquets-poste.	
Taxes réservées de la taxe d'affranchissement ainsi que des droits spéciaux afférents aux formalités de recommandation, d'avis de réception, de distribution par porteur spécial, de réclamation et de remboursement.	
X. — Taxes postales accessoires.	
Taxes réservées de la taxe d'affranchissement ainsi que des droits spéciaux afférents aux formalités de recommandation, d'avis de réception, de distribution par porteur spécial, de réclamation et de remboursement.	

NATURE DES PRESTATIONS	TAXES
	Francs.
— Autres relations :	
Jusqu'à 100 g.....	2,60
Au-dessus de 100 g et jusqu'à 250 g.....	5,10
Au-dessus de 250 g et jusqu'à 500 g.....	7,50
Au-dessus de 500 g et jusqu'à 1 000 g.....	10,70
Au-dessus de 1 000 g et jusqu'à 2 000 g.....	15,50
Au-dessus de 2 000 g et jusqu'à 3 000 g.....	20,10
Au-dessus de 3 000 g et jusqu'à 4 000 g.....	24,10
Au-dessus de 4 000 g et jusqu'à 5 000 g.....	28
V. — Paquets-poste urgents.	
Jusqu'à 100 g.....	4
Au-dessus de 100 g et jusqu'à 250 g.....	8,50
Au-dessus de 250 g et jusqu'à 500 g.....	10,60
Au-dessus de 500 g et jusqu'à 1 000 g.....	14,20
Au-dessus de 1 000 g et jusqu'à 2 000 g.....	19
Au-dessus de 2 000 g et jusqu'à 3 000 g.....	23,40
Au-dessus de 3 000 g et jusqu'à 4 000 g.....	27,60
Au-dessus de 4 000 g et jusqu'à 5 000 g.....	31,40
VI. — Envois à valeur déclarée.	
Taxes réservées de la taxe d'affranchissement ainsi que des droits spéciaux afférents aux formalités de recommandation, d'avis de réception, de distribution par porteur spécial, de réclamation et de remboursement.	
VII. — Imprimés électoraux.	
50 g ou fraction de 50 g.....	0,15
VIII. — Envois avec valeur déclarée.	
Taxes réservées de la taxe d'affranchissement ainsi que des droits spéciaux afférents aux formalités de recommandation, d'avis de réception, de distribution par porteur spécial, de réclamation et de remboursement.	
IX. — Emballages pour paquets-poste.	
Taxes réservées de la taxe d'affranchissement ainsi que des droits spéciaux afférents aux formalités de recommandation, d'avis de réception, de distribution par porteur spécial, de réclamation et de remboursement.	
X. — Taxes postales accessoires.	
Taxes réservées de la taxe d'affranchissement ainsi que des droits spéciaux afférents aux formalités de recommandation, d'avis de réception, de distribution par porteur spécial, de réclamation et de remboursement.	
— Distribution par porteur spécial :	
Taxe supplémentaire par objet.....	13,50
B. — Droits de recommandation et indemnités pour perte :	
1° Lettres :	
Droit de recommandation/indemnité pour perte correspondante.....	
R 1	9,20/85
R 2	10,60/350
R 3	11,40/700
R 4	13,00/1 000
2° Cartes postales urgentes :	
Droit de recommandation/indemnité pour perte correspondante.....	
Taux unique.	
10,00/350	
3° Journaux :	
Droit de recommandation/indemnité pour perte correspondante.....	
Taux unique.	
5,20/350	
4° Autres objets :	
Droit de recommandation/indemnité pour perte correspondante.....	
R 1	4,50/85
R 2	5,20/350
R 3	6,50/700
R 4	7,90/1 000
C. — Avis de réception postal des objets chargés ou recommandés.....	
3,60	
D. — Taxe de recherche pour réclamation injustifiée relative à un objet chargé ou recommandé.....	
7,30	
E. — Poste restante :	
1° Surtaxe fixe applicable aux objets de correspondance adressés poste restante :	
Journaux et écrits périodiques.....	
0,80	
Autres objets (à l'exclusion des télégrammes).....	
1,60	
2° Tarif spécial d'abonnement annuel à la poste restante :	
Voyageurs de commerce titulaires de la carte d'identité prévue par la loi du 8 octobre 1919.....	
71	
Autres personnes.....	
200	
F. — Taxe de traitement applicable aux objets de correspondance non ou insuffisamment affranchis.....	
2,30	
Le total de la taxe de traitement et du montant de l'insuffisance d'affranchissement est éventuellement arrondi au multiple de 0,10 F immédiatement inférieur.	
G. — Taxe complémentaire applicable aux correspondances-réponse et aux livres réponses :	
1° Tarif général :	
Par exemplaire distribué.....	
0,29	
Minimum de perception par autorisation :	
Dont la durée est inférieure à un an :	
taxe complémentaire unitaire × 400 ;	
Autres autorisations, taxe annuelle :	
taxe complémentaire unitaire × 1 000.	
2° Tarif spécial :	
Taxe complémentaire applicable aux correspondances-réponse reçues en grand nombre :	
Par exemplaire distribué :	
De 20 001 à 100 000 réponses par an.....	
0,261	
De 100 001 à 250 000 réponses par an.....	
0,232	
De 250 001 à 500 000 réponses par an.....	
0,203	
De 500 001 à 1 million de réponses par an.....	
0,174	
Au-dessus de 1 million de réponses par an.....	
0,145	
H. — Taxes applicables aux ordres de réexpédition.....	
1° La durée d'exécution des ordres de réexpédition est limitée à 1 an :	
Ordres de réexpédition à exécuter dans une commune de 20 000 habitants et plus.....	
58	
Ordres de réexpédition à exécuter dans une commune de moins de 20 000 habitants.....	
36	

NATURE DES PRESTATIONS	TAXES
	Francs.
2° Droit spécial d'abonnement annuel....	158
3° Ordres de réexpédition à exécuter par le service de la poste restante (durée limitée à trois mois).....	Gratuit.
I. — Droit de garde des objets de correspondance (durée maximum de garde des objets : un mois) :	
Communes de moins de 20 000 habitants..	36
Communes de 20 000 habitants et plus....	58
XI. — Redevance d'abonnement pour boîtes postales.	
A. — Abonnements annuels :	
Communes de 50 000 habitants et plus....	120
Communes de moins de 50 000 habitants..	114
La redevance est majorée de 20 p. 100 par appellation différente de celle sous laquelle l'abonnement a été concédé.	
B. — Abonnements spéciaux dits « de saison » :	
Prix uniforme, par mois.....	87
XII. — Redevance annuelle pour le relevage du courrier à domicile ou des boîtes aux lettres particulières.	Prix de revient majoré de 15 p. 100 pour frais généraux.
XIII. — Livrets cadastraux.	
Livrets cadastraux échangés entre les services des contributions directes et du cadastre et les propriétaires (poids maximum : 500 g)...	4
XIV. — Magazines sonores.	
Par échelon de 250 g ou fraction de 250 g d'après le poids total des envois.....	1,60

Art. 2. — Jusqu'à l'intervention du décret modifiant divers articles de la troisième partie du code des postes et télécommunications insérés dans les livres I^{er} et III relatifs au service postal et aux services financiers, les taxes prévues aux deuxième et troisième alinéas de l'article D. 28 du code précité relatives aux documents encartés dans les journaux et écrits périodiques sont fixées par arrêté du ministre des P.T.T. Elles résultent actuellement de l'arrêté du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion en date du 18 décembre 1980.

Ces taxes sont réduites de 50 p. 100 lorsque le poids total des documents insérés dans les publications n'excède pas 50 grammes et que leur présentation ne fait pas obstacle à l'exécution normale du service.

Art. 3. — Les documents dépourvus de valeur intrinsèque peuvent faire l'objet d'une déclaration de valeur correspondant aux frais de remplacement desdits documents et limitée au maximum de 5 000 F, sous réserve du fonctionnement du service des envois avec valeur déclarée dans les relations énumérées à l'article 1^{er} (§ 3^o).

Art. 4. — Les taxes applicables aux objets bénéficiant de tarifs spéciaux en contrepartie d'une participation de l'expéditeur à l'exécution du service sont prévues par l'arrêté du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion en date du 13 décembre 1980, pris conformément aux dispositions de l'article 3 du décret du 13 septembre 1974, modifiant l'article 7 du décret du 23 décembre 1970.

Art. 5. — Les articles 1^{er} et 2 du décret du 12 mai 1973 sont abrogés. Les droits et taxes des services postaux pour les correspondances circulant à l'intérieur du département de Saint-Pierre-et-Miquelon sont prévus par l'arrêté du ministre des P.T.T., pris conformément et aux dispositions de l'article 9 du décret du 12 mai 1973.

Art. 6. — Les taxes indiquées ci-après s'appliquent à l'extérieur de la métropole et des départements d'outre-mer ainsi dans leurs relations réciproques :

NATURE DES PRESTATIONS	TAXES
	Francs.
Mandats.	
I. — Mandats-lettres.	
A. — Mandats-lettres :	
a) Mandats ne dépassant pas 100 F : Droit par mandat.....	5,10
b) Mandats dépassant 100 F : 1° Droit fixe.....	5,10
2° Droit proportionnel : Par 1 000 F ou fraction de 1 000 F jusqu'à 3 000 F.....	1,30
Par 2 000 F ou fraction de 2 000 F sur la partie excédant 3 000 F.....	1,30
B. — Mandats-lettres émis, sur autorisation de l'administration des postes et télécommunications par des organismes importants :	
Droit fixe par mandat.....	3,30
II. — Mandats-cartes.	
a) Mandats ne dépassant pas 100 F : Droit par mandat.....	7,30
b) Mandats dépassant 100 F : 1° Droit fixe.....	7,30
2° Droit proportionnel : Par 1 000 F ou fraction de 1 000 F jusqu'à 3 000 F.....	1,30
Par 2 000 F ou fraction de 2 000 F sur la partie excédant 3 000 F.....	1,30
Sont exonérés du droit de commission les mandats émis en règlement du montant des encaissements à domicile et les mandats émis directement par les bureaux de poste en représentation du montant des remboursements grevant les colis postaux.	
III. — Mandats télégraphiques.	
En sus des taxes télégraphiques applicables dans la relation considérée :	
a) Lorsque l'expéditeur ne demande pas le paiement à domicile.....	Droit de commission des mandats visés en IA
b) Lorsque l'expéditeur demande le paiement à domicile.....	Droit de commission des mandats visés en IA de la taxe de présentation à domicile (§ V ci-dessus)
IV. — Taxe de renouvellement.	
Applicable aux mandats, quel qu'en soit le montant, dont le paiement est demandé après l'expiration du délai de validité :	
1° Au cours du mois qui suit.....	5,50
2° Au-delà du mois visé ci-dessus.....	11
Maximum de perception.....	1/5 du montant du mandat.
V. — Taxe de présentation à domicile.	
Par mandat télégraphique dont le destinataire demande le paiement à domicile.....	3,50
VI. — Avis de paiement des mandats....	Taxe applicable en sus de la taxe postale d'expédition ou de mandat.
VII. — Taxe de recherche applicable aux réclamations injustifiées.....	7,30

NATURE DES PRESTATIONS	TAXES	NATURE DES PRESTATIONS	TAXES
	Francs.		Francs.
Encaissements à domicile.		4° Mandats de versements télégraphiques : En sus des taxes télégraphiques.....	Droit de commission prévu au paragraphe 1 ^{er} ou 3 ^o selon le cas.
VIII. — Valeurs à recouvrer.		B. — Versements par chèques bancaires et effets de commerce dans les conditions prévues à l'article D. 499 du code des postes et télécommunications :	
En sus des taxes postales applicables aux envois et, facultativement, de la taxe de mandatement au taux R 2 « autres taxes ».		1° Chèques bancaires et effets de commerce présentés au paiement par le service des chèques postaux :	Gratuit.
Au dépôt :		a) Chèques bancaires	
1) Droit par envoi.....	3,90	b) Effets de commerce : Domiciliés dans un centre de chèques postaux	Droit des mandats de versement à un compte courant postal visés en A (§ 3 ^o) ci-dessus.
2) Droit par valeur :		Non domiciliés dans un centre de chèques postaux	Taxe double de la précédente.
Lorsque le règlement est à effectuer par mandat de versement à un compte courant postal.....	7,90	Les taxes prévues au présent alinéa b sont acquises à l'administration des postes et télécommunications alors même que les valeurs demeurent impayées.	
Lorsque le règlement est à effectuer par mandat-carte	12,50	c) Chèques bancaires et effets de commerce protestables demeurés impayés : En sus des taxes prévues à l'alinéa b ci-dessus	Même taxe que les valeurs protestées des encaissements à domicile (VIII, 2 ^o).
Les droits perçus restent acquis à l'administration des postes et télécommunications même que les valeurs ne sont pas payées.		2° Chèques bancaires et effets de commerce présentés au paiement par l'intermédiaire du service postal des valeurs à recouvrer	Même taxe que les valeurs à recouvrer des encaissements à domicile (VIII).
Droit par valeur protestée.....	19,50	XIII. — Chèques de paiement.	
— Objets contre remboursement.		A. — Chèques de retrait :	
En sus des taxes postales applicables aux envois de la catégorie à laquelle appartiennent ces envois :		Retraits au profit des titulaires de comptes courants postaux.....	Gratuit.
1) Lorsque le règlement est à effectuer par mandat de versement à un compte courant postal.....	11,50	En cas d'utilisation de la voie télégraphique	Taxes télégraphiques.
2) Lorsque le règlement est à effectuer par mandat-carte.....	16,50	B. — Chèques d'assignation nominatifs :	
3) Lorsque le règlement est à effectuer par mandat optique.....	10,90	1° Transformés en mandats-cartes :	
Le droit perçu reste acquis à l'administration des postes et télécommunications alors que l'envoi fait retour à l'expéditeur.		a) Droit normal :	
X. — Cartes remboursement.		Mandat ne dépassant pas 100 F : Droit par mandat.....	6,30
En sus de la taxe postale applicable aux envois et éventuellement de la taxe de mandatement (au taux R 2 « autres taxes ») :		Mandat dépassant 100 F : Droit fixe.....	6,30
1) Lorsque le règlement est à effectuer par mandat de versement à un compte courant postal.....	8,90	Droit proportionnel : Par 1 000 F ou fraction de 1 000 F jusqu'à 3 000 F.....	1,30
2) Lorsque le règlement est à effectuer par mandat-carte.....	16,50	Par 2 000 F ou fraction de 2 000 F sur la partie excédant 3 000 F....	1,30
3) Lorsque le règlement est à effectuer par mandat optique.....	10,90	b) Droit réduit pour assignations multiples :	
Le droit perçu reste acquis à l'administration des postes et télécommunications alors que la carte remboursement fait retour à l'expéditeur.		Chèques multiples comportant au moins 100 assignations (ou acquittant le droit fixe de 100 assignations) :	
— Taxe de recherche applicable aux réclamations injustifiées.....	7,30	Jusqu'à 100 mandats.....	570
		A partir du 101 ^{er} mandat, par mandat	5,70
Chèques postaux.		Droit proportionnel : D'après le montant total du chèque par 1 000 F ou fraction de 1 000 F.....	1,30
XII. — Versements.		2° Transformés en mandats télégraphiques :	Mêmes droits de commission que les mandats télégraphiques émis par les bureaux de poste.
Mandats-cartes de versement établis les titulaires pour alimenter leur compte courant postal et dont le montant ne comporte pas de correspondance ou de mention de référence.....	Gratuit.	3° Sous forme de lettres-chèques payables à vue.....	2,20
Mandats optiques de versement aux comptes courants postaux :			
perçu sur l'expéditeur par mandat qu'en soit le montant.....	3,60		
perçu sur le destinataire en contrepartie de la fourniture de bandes magnétiques par mandat.....	0,17		
Les mandats de versement aux comptes courants postaux, y compris les mandats de versement :			
jusqu'à 1 000 F.....	4,30		
au-dessus de 1 000 F.....	5,90		

NATURE DES PRESTATIONS	TAXES	NATURE DES PRESTATIONS	TAXES
	Francs.		Francs.
C. — Chèques postaux de voyage :		5° Copies de comptes :	
Taxe par titre.....	0,30	Par 100 opérations ou fraction de 100 opérations.....	5,50
		En outre, par extrait consulté.....	0,55
XIV. — Chèques postaux barrés ou certifiés.		6° Modification de l'intitulé d'un compte courant postal.....	5
1° Chèques postaux barrés (chèques de retrait, d'assignation ou au porteur).....	Gratuit.	7° Renseignements donnés par téléphone ou par télex :	
2° Chèques postaux certifiés.....	Taxe des chèques de la catégorie à laquelle ils appartiennent au moment de la certification.	En plus des taxes téléphoniques ou télex..	5,50
3° Certification accélérée :		8° Taxe pour chèque ou ordre de débit sans provision suffisante :	
En sus de la taxe visée au paragraphe 2° ..	5,50	a) Chèques transmis par le tireur et ordre de débit ne pouvant être exécuté par suite d'insuffisance au compte.....	10
		b) Chèques sans provision suffisante transmis au centre de chèques postaux ou présentés au paiement par le bénéficiaire ou le porteur.....	20
XV. — Virements.		La taxe prévue à l'alinéa b est également applicable aux chèques transmis au centre de chèques postaux ou présentés au paiement par le bénéficiaire ou le porteur et pour lesquels le titulaire du compte a fait une défense de payer pour une cause autre que la perte ou le vol du chèque ou la liquidation des biens du porteur.	
1° Virements postaux ordinaires.....	Gratuit.	9° Préavis téléphoniques ou par télex d'inscription de certaines opérations :	
2° Virements d'office périodiques de somme fixe.....	2,20	En sus des taxes téléphoniques ou télex..	5,50
3° Autres virements d'office et virements accélérés :		10° Avis d'inscription d'un virement.....	Taxe applicable l'avis de récépissé postal d'un ot chargé en recommandé.
Par 10 000 F ou fraction de 10 000 F.....	5,50		
Maximum de perception.....	22	11° Taxe d'urgence applicable par mandat :	
4° Virements télégraphiques :		Aux mandats-cartes de versement aux comptes courants postaux émis aux guichets de centres de chèques postaux ou par certains bureaux de poste spécialement désignés à cet effet et dont le montant doit être inscrit immédiatement au crédit des comptes courants postaux des bénéficiaires (en sus du droit éventuel de commission).	
En sus des taxes télégraphiques :		Aux mandats-lettres déposés par les titulaires de comptes courants postaux aux centres de chèques teneurs de leurs comptes pour en faire porter immédiatement le montant au crédit de ceux-ci :	
Par 10 000 F ou fraction de 10 000 F....	5,50	Par 10 000 F ou fraction de 10 000 F.....	5,50
Maximum de perception.....	66	Maximum de perception.....	22
5° Virements effectués au moyen d'un titre universel de paiement :		Art. 7. — Les taxes définies à l'article 6 sont également applicables en sus de la réserve de l'existence du service dans la relation considérée, au départ de la métropole et des départements d'outre-mer à destination de la collectivité territoriale Mayotte et des territoires d'outre-mer, sauf exceptions indiquées ci-après :	
Droit perçu sur le destinataire en contrepartie de la fourniture de bandes magnétiques par virement.....	0,80		
6° Virements effectués au moyen d'une lettre-chèque optique :			
Droit perçu sur l'émetteur en contrepartie de la fourniture :			
De bandes magnétiques descriptives des titres payés par chèque payé par virement.....	0,20		
De relevés des titres impayés par chèque payé par virement.....	0,10		
7° Ordres de prélèvement :			
a) Sur un compte courant postal :			
Donnés par bande magnétique.....	0,80		
Autres ordres de prélèvements :			
Jusqu'à 1 000 F.....	1,15		
Au-dessus de 1 000 F.....	2		
b) Sur un compte bancaire :			
Donnés par bande magnétique.....	1,20		
XVI. — Réclamations.			
Taxe de recherche pour réclamation injustifiée adressée au centre de chèques postaux par le titulaire du compte courant postal ou présentée dans un bureau de poste.....	7,30		
XVII. — Taxes diverses.			
1° Ouverture de compte courant postal.....	Gratuit.		
2° Taxe annuelle de tenue de compte.....	5		
3° Notification d'avoir à une date déterminée.....	6,30		
4° Notification périodique d'avoir :			
Redevance mensuelle :			
Pour avis hebdomadaire.....	5,50		
Pour avis bimensuel.....	11		
Pour avis trimestriel.....	22		

NATURE DES PRESTATIONS	TAXES
	Francs.
Chèques postaux.	
II. — Versements.	
Mandats de versement aux comptes courants postaux :	
Jusqu'à 1 000 F.....	4,40
Au-dessus de 1 000 F.....	5,90
Pour les mandats de versement télégraphiques, taxes télégraphiques en sus.	
III. — Encaissements de chèques bancaires et effets de commerce.	
1° Chèques ou effets de commerce remis à un centre de chèques postaux métropolitain pour encaissement dans un territoire d'outre-mer.....	Les chèques et effets de commerce sont encaissés par l'intermédiaire de la Banque de France et ne donnent pas lieu à perception de taxe par l'administration des postes et télécommunications.
2° Chèques ou effets de commerce remis à un centre de chèques postaux d'un territoire d'outre-mer et encaissés par l'intermédiaire d'un centre de chèques postaux métropolitain :	Droits des mandats de versement à un compte courant postal visé au § II ci-dessus.
Taxe par valeur.....	
IV. — Chèque de paiement.	
Chèques de retrait et chèques d'assignation transformés en mandats.....	Mêmes droits de commission que les mandats analogues émis par les bureaux de poste.

Décret n° 81-794 du 18 août 1981 portant réaménagement des taxes des services postaux et financiers du régime international.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, et du ministre des P. T. T.,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article R. 56 ;

Vu le décret n° 76-888 du 23 septembre 1976 portant publication de la Constitution de l'union postale universelle, modifiée par les protocoles additionnels de Tokyo (1969) et de Lausanne (1974), du protocole additionnel n° 2 de la Constitution de l'union postale universelle et des divers arrangements signés à Lausanne le 5 juillet 1974 ;

Vu le protocole additionnel n° 3 de la Constitution de l'union postale universelle et les divers actes signés à Rio de Janeiro le 26 octobre 1979 ;

Vu le décret n° 80-388 du 30 mai 1980 portant réaménagement des taxes applicables aux journaux et écrits périodiques, tels qu'ils sont définis par l'article D. 18 du code des postes et télécommunications ;

Vu le décret n° 81-793 du 18 août 1981 portant réaménagement des taxes des services postaux et financiers du régime intérieur,

Décrète :

TITRE I^{er}

Taxes fixées dans le cadre de la convention postale universelle.

Art. 1^{er}. — Sous réserve de l'application des arrangements spéciaux conclus en vertu de l'article 8 de la Constitution de l'union postale universelle, l'échange des correspondances ordinaires, recommandées ou avec valeur déclarée (lettres, cartes postales, journaux et autres imprimés, petits paquets) entre la France métropolitaine et les départements français d'outre-mer, d'une part, et les pays étrangers, d'autre part, aura lieu dans les conditions fixées par la convention et son règlement.

Art. 2. — Les taxes applicables en France métropolitaine et dans les départements français d'outre-mer aux correspondances ordinaires, recommandées ou avec valeur déclarée à destination des pays étrangers sont perçues conformément aux tarifs ci-après, sous réserve des particularités prévues aux articles 3 à 12 :

1° Transport.

Lettres :

Jusqu'à 20 grammes.....	2,30 F.
Au-dessus de 20 grammes et jusqu'à 50 grammes.....	4,10
Au-dessus de 50 grammes et jusqu'à 100 grammes.....	5,50
Au-dessus de 100 grammes et jusqu'à 250 grammes.....	9,90
Au-dessus de 250 grammes et jusqu'à 500 grammes.....	19
Au-dessus de 500 grammes et jusqu'à 1 000 grammes.....	33
Au-dessus de 1 000 grammes et jusqu'à 2 000 grammes.....	53

Cartes postales..... 1,80

Imprimés :

Jusqu'à 20 grammes.....	1,40 F.
Au-dessus de 20 grammes et jusqu'à 50 grammes.....	2
Au-dessus de 50 grammes et jusqu'à 100 grammes.....	2,60
Au-dessus de 100 grammes et jusqu'à 250 grammes.....	5,10
Au-dessus de 250 grammes et jusqu'à 500 grammes.....	7,50
Au-dessus de 500 grammes et jusqu'à 1 000 grammes.....	12,60
Au-dessus de 1 000 grammes et jusqu'à 2 000 grammes.....	18
Au-dessus de 2 000 grammes et jusqu'à 5 000 grammes (envois de livres, brochures, annuaires, catalogues) en plus de la taxe de 18 F correspondant à 2 000 grammes, par 1 000 grammes ou fraction en excédent.....	9

Art. 8. — Le décret n° 80-593 du 29 juillet 1980 portant réaménagement des taxes des services postaux et financiers du régime intérieur est abrogé.

Art. 9. — Les dispositions du présent décret sont applicables à compter du 1^{er} septembre 1981.

Art. 10. — Le ministre de l'économie et des finances, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, et le ministre des P. T. T. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 18 août 1981.

PIERRE MAUROY.

Par le Premier ministre :

Le ministre des P. T. T.,

LOUIS MEXANDEAU.

Le ministre de l'économie et des finances,
JACQUES DELORS.

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,

LAURENT FABIUS.

Les paquets d'imprimés à l'adresse d'un même destinataire et pour la même destination et insérés dans un ou plusieurs sacs spéciaux bénéficient du tarif spécial ci-dessous :

Par 1 000 grammes ou fraction de 1 000 grammes jusqu'à concurrence du poids total de chaque sac..... 8,10 F.

Cécogrammes :

Exonérés de la taxe d'affranchissement ainsi que des droits spéciaux afférents aux formalités de recommandation, d'avis de réception, d'express, de réexpédition, de poste restante, de réclamation, de demande de retrait ou de modification d'adresse, de remboursement et de présentation à la douane.

Petits paquets :

Jusqu'à 100 grammes	2,60 F.
Au-dessus de 100 grammes et jusqu'à 250 grammes.....	5,10
Au-dessus de 250 grammes et jusqu'à 500 grammes.....	7,50
Au-dessus de 500 grammes et jusqu'à 1 000 grammes.....	12,60

2° Recommandation.

Droit fixe 10 F.
(Par exception, les sacs spéciaux renfermant des paquets d'imprimés à l'adresse d'un même destinataire et pour la même destination acquittent par sac un droit égal à trois fois la taxe unitaire visée ci-dessus.)

3° Lettres avec valeur déclarée.

L'envoi des lettres avec valeur déclarée à destination des pays qui participent à ce service est soumis aux conditions ci-après, sous réserve des limites fixées par ces pays en matière de déclaration et de garantie :

Taxe de transport et droit de recommandation : les mêmes que pour les lettres de même poids pour la même destination.

Assurance : par 350 F ou fraction de 350 F de valeur déclarée 2,10 F.

Déclaration de valeur maximale 15 000 F. La déclaration d'une valeur supérieure à la valeur réellement insérée dans une lettre est interdite et passible des peines prévues à l'article L. 26 du code des postes et télécommunications.

Art. 3. — Les livres, brochures, partitions de musique et cartes géographiques imprimées qui ne contiennent aucune publicité autre que celle figurant sur la couverture ou sur les pages de garde bénéficient d'une réduction de 50 p. 100 sur le tarif général des imprimés.

Art. 4. — Les journaux et écrits périodiques, tels qu'ils sont définis par l'article D. 18 du code des postes et télécommunications, modifié par le décret n° 81-11 du 9 janvier 1981, bénéficient d'un tarif particulier fixé par décret.

Art. 5. — Les taxes de transport applicables en France aux lettres et cartes postales à destination de l'Espagne, lorsque la distance en ligne droite entre le bureau d'origine et le bureau de destination ne dépasse pas 30 km sont fixées comme suit :

Lettres :	
Jusqu'à 20 grammes	1,60 F.
Au-dessus de 20 grammes et jusqu'à 50 grammes.....	2,90
Au-dessus de 50 grammes et jusqu'à 100 grammes.....	4
Au-dessus de 100 grammes et jusqu'à 250 grammes.....	8,50
Au-dessus de 250 grammes et jusqu'à 500 grammes.....	16,10
Au-dessus de 500 grammes et jusqu'à 1 000 grammes.....	25,30
Au-dessus de 1 000 grammes et jusqu'à 2 000 grammes.....	39,10
Cartes postales	1,40

Art. 6. — Les taxes de transport applicables en France métropolitaine et dans les départements français d'outre-mer aux lettres et aux cartes postales à destination du Canada sont fixées comme suit :

Lettres :	
Jusqu'à 20 grammes	1,60 F.
Au-dessus de 20 grammes et jusqu'à 50 grammes.....	2,90
Au-dessus de 50 grammes et jusqu'à 100 grammes.....	4
Au-dessus de 100 grammes et jusqu'à 250 grammes.....	8,50
Au-dessus de 250 grammes et jusqu'à 500 grammes.....	16,10
Au-dessus de 500 grammes et jusqu'à 1 000 grammes.....	25,30
Au-dessus de 1 000 grammes et jusqu'à 2 000 grammes.....	39,10
Cartes postales	1,40

Art. 7. — Les taxes de transport applicables à Saint-Pierre et Miquelon aux lettres jusqu'à 50 grammes à destination des Etats-Unis d'Amérique sont fixées comme suit :

Lettres :	
Jusqu'à 20 grammes	1,60
Au-dessus de 20 grammes et jusqu'à 50 grammes.....	2,90

Art. 8. — Les taxes de transport applicables en France métropolitaine et dans les départements français d'outre-mer aux lettres jusqu'à 100 grammes et aux cartes postales à destination de l'Italie et de la République de Saint-Marin sont fixées comme suit :

Lettres :	
Jusqu'à 20 grammes	1,60
Au-dessus de 20 grammes et jusqu'à 50 grammes.....	2,90
Au-dessus de 50 grammes et jusqu'à 100 grammes.....	4
Cartes postales	1,40

Art. 9. — Les taxes de transport applicables en France métropolitaine et dans les départements français d'outre-mer aux lettres jusqu'à 50 grammes et aux cartes postales à destination de la République fédérale d'Allemagne et du grand-duché de Luxembourg sont fixées comme suit :

Lettres :	
Jusqu'à 20 grammes	1,60
Au-dessus de 20 grammes et jusqu'à 50 grammes.....	2,90
Cartes postales	1,40

Art. 10. — Les taxes de transport applicables en France métropolitaine et dans les départements français d'outre-mer aux lettres jusqu'à 20 grammes et aux cartes postales à destination de la Belgique, du Danemark et des Pays-Bas sont fixées comme suit :

Lettres jusqu'à 20 grammes	1,60
Cartes postales	1,40

Art. 11. — Les taxes de transport applicables en France métropolitaine et dans les départements français d'outre-mer aux lettres jusqu'à 20 grammes et aux cartes postales à destination de la Grande-Bretagne, de la Grèce, de l'Irlande, de la Suisse et du Liechtenstein sont fixées comme suit :

Lettres jusqu'à 20 grammes	1,90
Cartes postales	1,40

Art. 12. — Les taxes et droits des services postaux et conditions d'admission des objets de correspondance applicables en France métropolitaine et dans les départements français d'outre-mer aux envois à destination de la République populaire du Bénin, de la République unie du Cameroun, de la République centrafricaine, de la République fédérale et islamique des Comores, de la République populaire du Congo, de la République de Côte-d'Ivoire, de la République de Djibouti, de la République gabonaise, de la République populaire révolutionnaire de Guinée, de la République de Haute-Volta, de la République démocratique de Madagascar, de la République du Mali, de la République islamique de Mauritanie, de la République du Niger, de la République du Sénégal, de la République Tchad, de la République togolaise et de la République tchadienne sont ceux en vigueur dans les relations du régime international sous réserve des particularités ci-après :

a) Lettres :	
Jusqu'à 20 grammes	2,30
Au-dessus de 20 grammes et jusqu'à 50 grammes.....	3,20
Au-dessus de 50 grammes et jusqu'à 100 grammes.....	4,50
Au-dessus de 100 grammes et jusqu'à 250 grammes.....	9,20
Au-dessus de 250 grammes et jusqu'à 500 grammes.....	11,50
Au-dessus de 500 grammes et jusqu'à 1 000 grammes.....	15,40
Au-dessus de 1 000 grammes et jusqu'à 2 000 grammes.....	20,60

b) Cartes postales :
Mêmes conditions d'admission que dans le régime intérieur.
Carte postale simple 1,40
Carte postale urgente 2,10

c) Petits paquets :
Catégorie inadmissible et remplacée par celle des paquets-poste

d) Paquets-poste :	
Mêmes conditions d'admission que dans le régime intérieur. Poids maximal 3 kg :	
Jusqu'à 100 grammes	2,60
Au-dessus de 100 grammes et jusqu'à 250 grammes.....	5,10
Au-dessus de 250 grammes et jusqu'à 500 grammes.....	7,50
Au-dessus de 500 grammes et jusqu'à 1 000 grammes.....	12,60
Au-dessus de 1 000 grammes et jusqu'à 2 000 grammes.....	19
Au-dessus de 2 000 grammes et jusqu'à 3 000 grammes.....	27

e) Recommandation :
Droit fixe :
Lettres et cartes postales urgentes 10 F.
Sacs spéciaux d'imprimés 15,60
Tous objets 5,20

f) Envois avec valeur déclarée :
Mêmes conditions d'admission que dans le régime intérieur sous réserve de la participation au service du pays considéré des limites fixées par celui-ci en matière de poids, de déclaration et de garantie ;

Poids maximaux :
Envois sous forme de lettres : 2 kg.
Envois sous forme de paquets : 3 kg.
Envois sous forme de boîtes : 5 kg.

Taxe de transport : celle des lettres pour la même destination :
Au-dessus de 2 000 grammes et jusqu'à 3 000 grammes..... 27 F.
Au-dessus de 3 000 grammes et jusqu'à 4 000 grammes..... 36
Au-dessus de 4 000 grammes et jusqu'à 5 000 grammes..... 45
Droit de recommandation 10

Assurance : par 200 F ou fraction :
De 200 F de valeur déclarée 0,60 F.
Avec minimum de perception de 9

Déclaration de valeur maximale 15 000 F, réduite à 5 000 F pour les paquets avec valeur déclarée.

Art. 13. — En cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement valée par le pays expéditeur, les envois en provenance des pays étrangers sont passibles, à la charge des destinataires, de la taxe dite de traitement de 2,30 F à laquelle s'ajoute une taxe égale à l'insuffisance d'affranchissement quand elle est indiquée par le pays expéditeur. Le total de ces deux taxes éventuellement arrondi au multiple de 0,10 F immédiatement supérieur.

Les envois recommandés et les lettres avec valeur déclarée émanant de l'étranger sont considérés à l'arrivée comme dûment acheminés, sauf s'il s'agit d'envois réexpédiés.

Art. 14. — Les envois originaires des pays étrangers et adressés en France sont passibles de la taxe applicable aux correspondances de même nature du régime intérieur.

Art. 15. — L'expéditeur de tout envoi recommandé ou avec valeur déclarée à destination des pays étrangers participant au service des avis de réception peut demander au moment du dépôt de cet objet, qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire. Le droit à payer est de 3,60 F.
Les réclamations relatives aux envois recommandés ou avec valeur déclarée pour lesquels la taxe de l'avis de réception n'a pas été acquittée au moment du dépôt, donnent lieu à la perception d'un droit fixe égal à 7,30 F. Ce droit peut être remboursé au cas où il serait établi qu'il y a eu faute du service des postes.

Art. 16. — Sous réserve des exceptions au principe de la responsabilité prévues par la convention postale universelle, le montant maximum de l'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé du régime international est fixé à 110 F.
Lorsqu'il s'agit de sacs spéciaux renfermant des paquets d'imprimés à l'adresse d'un même destinataire et pour la même destination, le montant maximum de l'indemnité pour la perte d'un sac recommandé est fixé à 330 F par sac.

Art. 17. — Les correspondances à distribuer par exprès, à destination des pays étrangers qui ont organisé ce mode de service sont passibles d'une taxe de 13,50 F.
Lorsqu'il s'agit de sacs spéciaux renfermant des paquets d'imprimés à l'adresse d'un même destinataire et pour la même destination, il est perçu une taxe globale égale à cinq fois la taxe unitaire visée ci-dessus.

Art. 18. — Les envois postaux originaires de l'étranger et destinés à contenir des objets passibles de droits et taxes perçus au service des douanes, sont, en outre, passibles d'une taxe de présentation à la douane perçue au profit de l'administration des postes.

Le montant de cette taxe est fixé comme suit :
Tous objets (sauf les exceptions visées ci-après, § 2° et 3°), objet : 9 F ;

Sacs spéciaux renfermant des paquets d'imprimés à l'adresse d'un même destinataire et pour la même destination, par sac : 9 F ;

Objets pour lesquels les importateurs bénéficient de la procédure d'abonnement pour le dédouanement par objet : 1,60 F.

Art. 19. — Le prix de vente des coupons-réponse internationaux est fixé à 3,40 F.

Art. 20. — Les demandes de retrait ou de modification d'adresse des envois donnent lieu pour chaque demande à la perception d'une taxe de 11,50 F. Si la demande doit être transmise par voie télégraphique, l'expéditeur acquitte, en outre, la taxe télégraphique.

TITRE II

Services financiers.

Art. 21. — Les taxes relatives aux services financiers applicables en France et dans les départements français d'outre-mer, dans les relations avec les pays étrangers, sont perçues conformément aux tarifs ci-après sous réserve des particularités prévues à l'article 22 :

NATURE DES PRESTATIONS	DROITS ET TAXES
	Francs.
I. — Mandats.	
A. — Mandats de poste.	
a) Mandats échangés au moyen de cartes.	
Droit par mandat d'un montant :	
Ne dépassant pas 250 F.....	6,30
Au-dessus de 250 F et jusqu'à 500 F.....	8,70
Au-dessus de 500 F et jusqu'à 750 F.....	11,20
Au-dessus de 750 F et jusqu'à 1 000 F.....	14,30
Au-dessus de 1 000 F et jusqu'à 1 500 F.....	18,70
Au-dessus de 1 500 F et jusqu'à 2 000 F.....	23,70
Au-dessus de 2 000 F.....	28,80
b) Mandats échangés au moyen de listes :	
Droit par mandat.....	Droits des mandats-cartes visés au paragraphe a ci-dessus majorés de 4 F.
B. — Mandats télégraphiques.....	
	Droits des mandats de poste de même catégorie pour la même destination. En sus, taxe télégraphique.
C. — Mandats échangés par l'intermédiaire de l'administration française.	
Droit supplémentaire au profit de l'administration française déduit de la somme transférée :	
Par mandat.....	4,50
D. — Présentation à domicile.	
Mandats télégraphiques dont le destinataire demande le paiement à domicile.....	Taxe du régime intérieur appliquée aux mandats télégraphiques payables à domicile, perçue sur le destinataire.
E. — Visa pour date.	
Autorisation de paiement.	
Mandat devant être soumis à la formalité du visa pour date ou donner lieu à autorisation de paiement par la faute de l'expéditeur ou du destinataire.....	Taxe applicable à une réclamation concernant un objet recommandé, sauf si cette taxe a déjà été perçue pour la réclamation ou l'avis de paiement.
F. — Mandat adressé poste restante.	
Taxe perçue sur le destinataire.....	Surtaxe fixe de poste restante applicable aux correspondances de même nature du régime intérieur.

NATURE DES PRESTATIONS	DROITS ET TAXES	NATURE DES PRESTATIONS	DROITS ET TAXES
Francs.		Francs.	
II. — Chèques postaux.			
A. — Virements postaux.			
a) Virements transmis par voie postale.....	Gratuit.	b) Lorsque le règlement est à effectuer par mandat échangé au moyen de liste	Mêmes droits que ceux visés au paragraphe a) ci-dessus majorés de 4 F.
b) Virements transmis par voie télégraphique :		Les droits prévus ci-dessus restent acquis à l'administration des postes et télécommunications alors même que les envois feraient retour aux déposants.	
1. Taxe de virements.....	Taxe des virements transmis par voie postale.	IV. — Taxes diverses.	
2. Taxes télégraphiques.....	Suivant destination.	A. — Avis de paiement d'un mandat de poste, avis d'inscription d'un mandat de versement ou d'un virement au crédit d'un compte du bénéficiaire.	
3. En sus des taxes télégraphiques.....	Taxe du régime intérieur applicable aux virements télégraphiques.	a) Demande au moment de l'émission	Taxe de l'avis de recommandation d'un mandat au moment du dépôt.
c) Virements transmis par télex :		b) Seconde demande lorsque l'avis n'est pas parvenu dans les délais normaux :	Même taxe qu'en ci-dessus. Taxe remboursée si paiement du mandat a eu lieu au dépôt de la seconde demande.
1. Taxe de virements.....	Taxe des virements transmis par voie postale.	Cas d'un mandat de poste	5,60
2. Taxe télex.....	15	Cas d'un mandat de versement ou d'un virement	Néant.
B. — Mandats de versement à un compte courant postal.			
a) Mandats échangés au moyen de cartes :		B. — Paiement en main propre.....	
Droit par mandat d'un montant :		0,30	
Ne dépassant pas 1 000 F	5,60	C. — Réclamation.	
Au-dessus de 1 000 F	8,30	Taxe perçue dans le cas où aucune demande d'avis de paiement d'un mandat de poste ou d'avis d'inscription d'un mandat de versement ou d'un virement n'a été faite au moment de l'émission ou du dépôt du titre. Cette taxe est également applicable aux réclamations concernant les mandats émis par un office étranger à destination d'un autre office étranger	
b) Mandats échangés au moyen de listes :	Droits des mandats-cartes de versement visés au paragraphe a) ci-dessus majorés de 4 F.	Taxe applicable à une réclamation concernant un jet recommandé	
Droit par mandat		Taxe d'une demande de retrait ou de modification d'adresse d'un objet de correspondance	
C. — Chèques de paiement.			
1° Transformés en mandats internationaux.....	Mêmes droits de commission que les mandats analogues émis par les bureaux de poste.	En sus, si la demande doit être transmise par voie télégraphique	
2° Transformés en chèques d'assignation établis sur formule VP 13		La taxe prévue ci-dessus pour l'annulation ou la modification du montant du remboursement grevant un envoi reste acquise à l'administration des postes et télécommunications alors même que l'envoi ferait retour au déposant.	
Droit par chèque d'assignation d'un montant :		E. — Taxes applicables aux postchèques passés en écritures à découvert.	
Ne dépassant pas 250 F	6,40	Par carte	
Au-dessus de 250 F et jusqu'à 500 F	7,30	Taxe applicable à chèques transmis par le tireur ordres de débit pouvant être cotés par suite d'une insuffisance d'avoir du compte	
Au-dessus de 500 F et jusqu'à 750 F	8,10		
Au-dessus de 750 F et jusqu'à 1 000 F	9,60		
Au-dessus de 1 000 F et jusqu'à 1 500 F	11,90		
Au-dessus de 1 500 F et jusqu'à 2 000 F	14,40		
Au-dessus de 2 000 F et jusqu'à 3 000 F	18,80		
Au-dessus de 3 000 F et jusqu'à 5 400 F	23,10		
Au-dessus de 5 400 F	28,80		
III. — Envois contre remboursement.			
A. — Envois à destination de l'étranger.			
Indépendamment des taxes postales applicables aux objets de la catégorie à laquelle ils appartiennent :			
a) Lorsque le règlement est à effectuer par mandat échangé au moyen de cartes :			
Par mandat de versement, remboursement à inscrire à un compte courant postal :			
Droit fixe	Même droit que celui perçu par objet contre remboursement du régime intérieur dont le règlement est à effectuer par mandat de versement à un compte courant postal.		
Par mandat de remboursement payable en espèces :			
Droit fixe	Même droit que celui perçu par objet contre remboursement du régime intérieur dont le règlement est à effectuer par mandat de versement à un compte courant postal.		

Décret n° 81-795 du 18 août 1981 portant fixation du taux des surtaxes aériennes.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, et du ministre des P. T. T.,

Vu la convention et les arrangements de l'union postale universelle signée à Rio de Janeiro le 26 octobre 1979 ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article R. 56,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Les objets de correspondance privée déposés en France métropolitaine à acheminer par voie aérienne sont passibles, outre les taxes postales de toute nature, d'une surtaxe aérienne dont les taux sont fixés comme suit :

PAYS DE DESTINATION	SURTAXES applicables aux correspondances avion.	
	Par 5 grammes. — Francs.	Par 25 grammes. — Francs.
A. — Europe (y compris Açores, Canaries, Chypre, Madère, Turquie).....	Sans surtaxe.	0,25
B. — Algérie	(1) 0,05	0,25
Maroc et Tunisie		
C. — Bénin, Cameroun, Centrafrique, République populaire du Congo, République de Côte-d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guadeloupe (et dépendances), Guinée, Guyane française, Haute-Volta, Mali, Martinique, Mauritanie, Niger, Réunion, Saint-Pierre et Miquelon, Sénégal, Tchad, Togo.....	(1) 0,35	0,35
D. — Comores, Madagascar, collectivité territoriale de Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Terres australes et antarctiques françaises, Vanuatu, Wallis et Futuna, navires de la marine nationale en croisière ou en mission	(1) 0,55	0,65
E. — Arabie Saoudite, Egypte, Iran, Iraq, Israël, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Liban, République arabe syrienne.....	0,35	0,35
F. — Birmanie, République populaire de Chine, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, Hong-Kong, Indonésie, Japon, Kampuchéa démocratique, République démocratique populaire Lao, Macao, Malaisie, République populaire de Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan (Formose), Thaïlande, Timor, Vietnam, Australie, Nouvelle-Zélande et autres pays étrangers d'Océanie.....	0,80	0,90
G. — Autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie	0,55	0,65

(1) Le courrier L. C. est transporté sans surtaxe par la voie aérienne jusqu'au poids de 20 grammes.

Art. 22. — Les taxes et droits de commission des services financiers applicables en France et dans les départements français d'outre-mer dans les relations avec la République populaire du Bénin, la République unie du Cameroun, la République centrafricaine, la République fédérale et islamique des Comores, la République populaire du Congo, la République de Côte-d'Ivoire, la République gabonaise, la République de Haute-Volta, la République du Mali, la République du Niger, la République du Sénégal, la République du Tchad et la République togolaise sont ceux en vigueur au départ du régime intérieur de destination de la collectivité territoriale de Mayotte et des émirats d'outre-mer prévus à l'article 7 du décret n° 81-793 du 18 août 1981.

TITRE III

Dispositions diverses.

Art. 23. — La taxe applicable à l'aérogramme est fixée à 1,70 F au départ de France métropolitaine et des départements français d'outre-mer.

Art. 24. — Dans les relations entre la France et les pays avec lesquels des arrangements spéciaux ont été conclus, l'administration des postes et télécommunications est autorisée à assurer des liaisons postales spécialisées.

Les taxes afférentes à ces liaisons sont fixées contractuellement avec les expéditeurs à partir des prix de revient des différents services assurés.

Art. 25. — Dans les relations entre la France et les pays avec lesquels des accords particuliers ont été conclus, le ministre des P. T. T. est autorisé, en ce qui concerne les mandats de poste et les chèques d'assignation, à majorer ou à réduire, par arrêté publié au *Journal officiel* de la République française, les taxes prévues à proportion des augmentations ou des diminutions portant sur le montant des quotes-parts à verser par la France.

Les réductions de taxes ne doivent en aucun cas conduire à percevoir des taxes inférieures à celles correspondantes du régime intérieur.

Art. 26. — L'administration des postes et télécommunications est autorisée à définir, par contrat, des conditions dérogatoires aux dispositions prévues par les tarifs en vigueur, avec les expéditeurs ayant un trafic important de mandats de poste ou de chèques d'assignation internationaux.

Le trafic minimum annuel exigé est fixé par arrêté du ministre des P. T. T.

Les expéditeurs doivent souscrire un engagement concernant l'importance et les caractéristiques de leurs envois susceptibles de permettre une réduction du coût des prestations qui leur sont fournies.

Ces contrats peuvent prévoir, par rapport aux tarifs en vigueur, des réductions allant au maximum à 20 p. 100 de ces tarifs.

Art. 27. — Sont abrogées les dispositions du décret n° 80-594 du 29 juillet 1980.

Art. 28. — Les dispositions du présent décret prennent effet à compter du 1^{er} septembre 1981.

Art. 29. — Le ministre de l'économie et des finances, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, et le ministre des P. T. T. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 août 1981.

PIERRE MAUROY.

Par le Premier ministre :

Le ministre des P. T. T.,
LOUIS MEXANDEAU

Le ministre de l'économie et des finances,
JACQUES DELORS

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,
LAURENT FABUIS.

Art. 2. — Les objets de correspondance privée déposés dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe (et dépendances), de la Guyane française, de la Réunion et de Saint-Pierre-et-Miquelon à acheminer par voie aérienne sont passibles, outre les taxes postales de toute nature, d'une surtaxe aérienne dont les taux sont fixés comme suit :

PAYS DE DESTINATION	SURTAXES applicables aux correspondances avion.	
	L. C. (lettres, cartes postales, valeurs à recouvrer, envois avec valeur déclarée).	A. O. (paquets clos et non clos, paquets-poste, plis non urgents, imprimés non périodiques, petits paquets, journaux et imprimés périodiques).
	Par 5 grammes. — Francs.	Par 25 grammes. — Francs.
A. — Correspondance déposées à la Martinique et à la Guadeloupe (et dépendances).		
1° Relations réciproques entre la Martinique, la Guadeloupe (et dépendances) et la Guyane française.....	Sans surtaxe.	Sans surtaxe.
2° a) France.....	(1) 0,35	0,35
b) Bénin, Cameroun, Centrafrique, Comores, République populaire du Congo, République de Côte-d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Haute-Volta, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, collectivité territoriale de Mayotte, Niger, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Réunion, Sénégal, Tchad, Terres australes et antarctiques françaises, Togo, Tunisie, Vanuatu, Wallis et Futuna, navires de la marine nationale en croisière ou en mission.....	(1) 0,55	0,65
3° Antilles, Guyane, Suriname, Venezuela....	0,10	0,15
4° Saint-Pierre-et-Miquelon Autres pays d'Amérique.....	(1) 0,25	0,30
5° Autres pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie.....	0,55	0,65
B. — Correspondances déposées en Guyane française.		
1° Guadeloupe (et dépendances), Martinique.	Sans surtaxe.	Sans surtaxe.
2° a) France.....	(1) 0,35	0,35
b) Bénin, Cameroun, Centrafrique, Comores, République populaire du Congo, République de Côte-d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Haute-Volta, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, collectivité territoriale de Mayotte, Niger, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Réunion, Sénégal, Tchad, Terres australes et antarctiques françaises, Togo, Tunisie, Vanuatu, Wallis et Futuna, navires de la marine nationale en croisière ou en mission.....	(1) 0,35	0,65
3° Guyane, Suriname.....	0,10	0,15
4° Antilles, Brésil, Venezuela.....	0,15	0,25
5° Saint-Pierre-et-Miquelon Autres pays d'Amérique.....	(1) 0,25	0,30
6° Autres pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie.....	0,55	0,65

(1) Le courrier L. C. est transporté sans surtaxe par la voie aérienne jusqu'au poids de 20 grammes.

PAYS DE DESTINATION	SURTAXES applicables aux correspondances avion.	
	L. C. (lettres, cartes postales, valeurs à recouvrer, envois avec valeur déclarée).	A. O. (paquets clos et non clos, paquets-poste, plis non urgents, imprimés non périodiques, petits paquets, journaux et imprimés périodiques).
	Par 5 grammes. — Francs.	Par 25 grammes. — Francs.
C. — Correspondances déposées à la Réunion.		
1° Comores, Madagascar, collectivité territoriale de Mayotte.....	(1) 0,10	0,15
2° a) France.....	(1) 0,35	0,35
b) Bénin, Cameroun, Centrafrique, République populaire du Congo, République de Côte-d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guadeloupe (et dépendances), Guinée, Guyane française, Haute-Volta, Mali, Maroc, Martinique, Mauritanie, Niger, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, Sénégal, Tchad, Terres australes et antarctiques françaises, Togo, Tunisie, Vanuatu, Wallis et Futuna, navires de la marine nationale en croisière ou en mission.....	(1) 0,55	0,65
3° Ile Maurice.....	0,10	0,15
4° Afrique du Sud, Namibie, Botswana, Egypte, Ethiopie, Jamahiriya libyenne, Kenya, Lesotho, Malawi, Mozambique, Ouganda, Seychelles, Somalie, Soudan, Swaziland, République unie de Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.....	0,45	0,50
5° Autres pays d'Afrique, d'Europe, d'Amérique, d'Asie et d'Océanie.....	0,55	0,65
D. — Correspondances déposées à Saint-Pierre-et-Miquelon.		
1° Guadeloupe (et dépendances), Guyane française, Martinique.....	(1) 0,25	0,30
2° a) France.....	(1) 0,35	0,35
b) Bénin, Cameroun, Centrafrique, Comores, République populaire du Congo, République de Côte-d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Haute-Volta, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, collectivité territoriale de Mayotte, Niger, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Réunion, Sénégal, Tchad, Terres australes et antarctiques françaises, Togo, Tunisie, Vanuatu, Wallis et Futuna, navires de la marine nationale en croisière ou en mission.....	(1) 0,55	0,65
3° Canada, U. S. A.	0,10	0,15
4° Mexique, Antilles, Amérique centrale....	0,35	0,40
5° Amérique du Sud.....	0,45	0,50
6° Autres pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie.....	0,55	0,65

(1) Le courrier L. C. est transporté sans surtaxe par la voie aérienne jusqu'au poids de 20 grammes.

Art. 3. — Les correspondances officielles déposées en France métropolitaine, Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion et Saint-Pierre-et-Miquelon à destination de la collectivité territoriale de Mayotte et des territoires français d'outre-mer sont transportées sans surtaxe par la voie aérienne jusqu'au poids de 25 grammes (ou 100 grammes pour les envois urgents). Au-delà, les objets de l'espèce à acheminer par avion sont passibles de la surtaxe A.O. applicable aux correspondances privées.

Dans les relations réciproques entre la France métropolitaine, Guadeloupe, la Guyane française, la Martinique, la Réunion et Saint-Pierre-et-Miquelon toutes les correspondances officielles jusqu'au poids de 25 grammes ainsi que celles d'un poids supérieur ayant un caractère d'urgence sont transportées d'office par voie aérienne sans surtaxe.

Art. 4. — Le décret n° 80-595 du 29 juillet 1980 portant fixation du taux des surtaxes aériennes est abrogé.

Art. 5. — Les dispositions du présent décret prennent effet compter du 1^{er} septembre 1981.

Art. 6. — Le ministre de l'économie et des finances, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, et le ministre des P. T. T. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 août 1981.

PIERRE MAUROY.

Par le Premier ministre :

Le ministre des P. T. T.,

LOUIS MEXANDEAU.

Le ministre de l'économie et des finances,

JACQUES DELORS.

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie

et des finances, chargé du budget,

LAURENT FABUS.